

l'on aura l'occasion de l'étudier article par article et les députés de l'opposition pourront proposer tous les amendements qu'ils voudront. Je leur certifie que le gouvernement les écouterait et qu'il étudierait ces amendements en toute impartialité animés du souci d'être raisonnables et réceptifs, je le répète.

**L'hon. Ron Huntington (Capilano):** Monsieur l'Orateur, je veux tout d'abord relever l'une des différences fondamentales entre les deux partis de l'alliance socialiste.

**M. Smith:** Nous sommes pour la libre entreprise.

**M. Huntington:** Le secrétaire parlementaire s'écrie que les libéraux sont pour la libre entreprise. Jamais, dans l'histoire de la démocratie, un parti affichant une étiquette libérale a-t-il fait autant de tort au mouvement ou à l'esprit de la libre entreprise dans le monde. Ce qui est dramatique, c'est que même si nous nous acharnons à leur dire, ils ont l'esprit tellement fermé qu'ils n'entendent pas. Ils ne peuvent pas écouter la population. Ils ne comprennent même pas les sondages ou encore le message à tirer des dernières élections en Saskatchewan où l'alliance entre eux et les néo-démocrates a été condamnée.

Je dois avouer cependant, en faveur du NPD, que son respect de la démocratie parlementaire est exemplaire. J'ai pour les néo-démocrates la plus grande admiration à cet égard, bien que je ne sois pas toujours d'accord avec leurs idées et leur désir de voir l'État contrôler tous les moyens de production. Je suis cependant prêt à défendre ouvertement et avec force mes idées contre eux au sein du régime parlementaire. Les libéraux, par contre, sous prétexte de soutenir la libre entreprise, utilisent la confiance que les Canadiens leur avaient accordée pour détourner le pays de la démocratie active vers la démocratie de domination. C'est pourquoi je me trouve heureux de voir que les néo-démocrates ont profité d'une journée consacrée à l'opposition pour parler du projet de loi C-113 et avertir qu'ils le jugent tout à fait inacceptable pour cette région d'où je viens, la Colombie-Britannique. J'apprécie l'intervention du député de Nanaimo-Alberni (M. Miller) en la matière et ses avertissements selon lesquels le projet de loi, s'il était adopté, priverait de leurs droits les citoyens de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et du Yukon. J'ai dit que je le respectais. J'attache à cette question le même poids que les députés du Nouveau parti démocratique. À mes yeux, il s'agit d'une mesure importante, car notre régime parlementaire de démocratie active est menacé. Nous sommes en voie de devenir une démocratie inféodée à ses dirigeants, et c'est très grave.

• (2120)

Je remercie le NPD de m'avoir donné la possibilité de participer au débat sur leur motion en cette journée d'opposition.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Huntington:** Je le répèterai encore et encore, car nos vis-à-vis ne peuvent comprendre. L'allocution de ce soir du seul ministre venant de l'Ouest est certainement l'intervention la plus arrogante et la plus irréfléchie qu'il m'ait été donné d'entendre de la part d'un ministre. Je pense qu'il a nui considérablement au parti libéral d'un océan à l'autre. Je suis persuadé que l'Ouest ne retiendra de cette allocution que l'arrogance et l'ignorance qui l'ont caractérisée. Il n'y a aucun respect de l'autre côté de cette Chambre pour la démocratie. Toute est une question de pouvoir. Ils veulent le pouvoir à tout prix. Il faut être arrogant pour indiquer que l'on dirigera le

pays sans se soucier de l'opinion de quiconque, puisqu'on a le pouvoir.

Pourquoi attachons-nous tellement d'importance à cette question dans l'Ouest? Il est très pénible de prendre le téléphone à 5 h 30 de l'après-midi, deux heures et demie avant la fermeture des bureaux de scrutin, et d'apprendre les résultats venant des provinces de l'Atlantique et des provinces du centre du Canada. Vous pouvez battre un ministre, ce qui peut constituer une victoire personnelle importante pour toutes les personnes ayant participé à une élection démocratique, mais il est vraiment frustrant de savoir que l'élection est décidée deux heures et demie avant que le vote ne soit terminé dans l'Ouest.

Nous avons entendu bien des choses lors du débat constitutionnel sur la justice et l'équité. Nous avons parlé longuement de la nécessité de traiter tout le monde de la même façon et d'être juste envers toutes les régions du pays. Cependant, si nous voulons avoir cette justice, le gouvernement devra certainement retirer le projet de loi C-113. Ce dernier prévoit autant d'horaires distincts que de fuseaux horaires. Or, le Canada a quatre fuseaux horaires et demi. Le défi consiste donc à s'accommoder de cette différence. Je pense que les Canadiens, quel que soit leur fuseau horaire, devraient pouvoir se rendre aux bureaux de scrutin aux mêmes heures. Les bureaux de scrutin ouvrent à 9 heures pour fermer à 20 heures, heures de l'Est, des Prairies, ou du Pacifique. Par conséquent, ces bureaux devraient ouvrir à 9 heures et fermer à 20 heures, heure du Pacifique et heure du Yukon. Ce n'est que juste. Plus on se déplace vers l'Ouest, surtout en ce qui concerne la Colombie-Britannique et l'Alberta, plus les heures fixées dans le bill C-113 créent un fardeau injuste pour le secteur de l'emploi au Canada. Après tout, notre économie est tributaire de la capacité des citoyens de créer des revenus et de payer de l'impôt. Le conseil des employeurs dans la Colombie-Britannique a déclaré que le fait de fermer les bureaux de scrutin à 17 h 30 imposait un fardeau injuste à ses membres. Je suis d'accord. Beaucoup de propositions ont été faites ce soir. Nous avons entendu les propositions formulées par le député de Vancouver Quadra (M. Clarke) dans un projet de loi d'initiative privée. On constatera que mes observations vont parfois à l'encontre des propos tenus par mes collègues conservateurs, qui ont déjà pris la parole. Mais, comme vous le savez, monsieur l'Orateur, notre caucus n'a pas examiné cette motion ni les principes du bill C-113. Nous nous prévalons de la journée de l'opposition pour mettre en garde le gouvernement et entamer une discussion qui pourrait nous permettre de trouver une solution juste et équitable pour chacun des fuseaux horaires au Canada.

Il n'a jamais été donné aux citoyens de l'Ouest de comprendre pourquoi les bureaux de scrutin ne demeuraient pas ouverts normalement dans leur région et pourquoi les boîtes de scrutin de Terre-Neuve, de la région de l'Atlantique et du Québec ne demeuraient pas scellées, pour n'être ouvertes et leur contenu dépouillé que lorsque les bureaux de scrutin ferment dans l'Ouest. Toutefois, on m'a dit que cette proposition était d'application fort peu pratique. Nous avons à notre disposition des bénévoles, des scrutateurs, des greffiers du scrutin, et tout le personnel qu'on trouve habituellement dans un bureau de scrutin. Ces gens pourraient être appelés à surveiller les boîtes de scrutin pendant quelque quatre heures et demie